

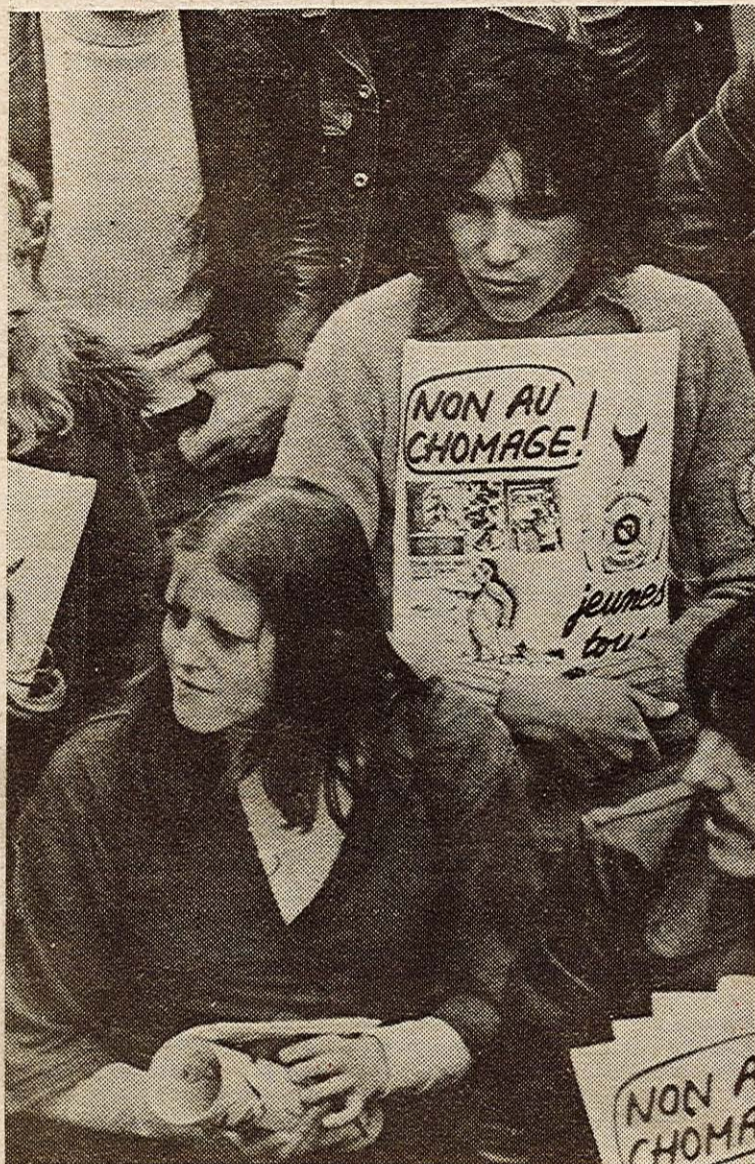
# LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 109 - 17 Janvier 1980 - Prix : 1 f.

H.L.M.  
LA LUTTE PAIE

S'inscrivant dans le processus du pouvoir pour parvenir à la liquidation de l'institution H.L.M., les élus socialistes voulaient augmenter les loyers de 21 % après avoir augmenté les charges de plus de 40 %.

Par leurs luttes avec les communistes, les locataires ont mis cette tentative en échec, ramenant l'augmentation à 10,5 %.



## **jeunes, constuons notre avenir**

### **19 et 20 janvier : congrès fédéral du MJCF**

Le Parti communiste français est totalement concerné par les problèmes que rencontre la jeunesse dans notre pays, dans notre département.

Dans notre société victime de la mainmise de quelques nantis qui s'accaparent toutes les richesses, beaucoup d'idées sont diffusées en direction de la jeunesse.

Est-ce pour lui offrir un avenir, un sens à sa vie ? Non.

Tout est fait pour l'inciter à rechercher d'illusoire solutions individuelles et, plus souvent encore à accepter l'austérité, le renoncement, la fatalité de la crise, du chômage et d'une vie rabougrie. Les thèmes du désespoir fleurissent, et certaines voix incitent même à chercher refuge dans la drogue, montent en héros les professionnels du crime.

Voilà ce qu'une société capitaliste offre à notre jeunesse. Cela allant de pair avec la montée du chô-

mage, avec la ségrégation organisée dans l'enseignement.

Le Parti communiste, seul en tant que parti, s'oppose résolument à ces perspectives. En finir avec l'austérité, avec la crise, c'est aussi donner les moyens à la jeunesse de pouvoir offrir tout ce qu'elle a de bon, de généreux, c'est lui donner les moyens d'avoir le droit de vivre.

L'école : apprendre, c'est ce droit à la vie.

Le travail : c'est ce droit à la vie.

Pour y avoir droit, la jeunesse doit lutter, pas renoncer. Cette lutte, la jeunesse l'a engagée, elle doit l'amplifier. Dans ce combat

elle n'est pas seule. Avec elle des millions de travailleurs qui, tous les jours dans leurs bureaux, leurs entreprises, leurs universités, luttent pour sauver eux aussi leur vie, mais aussi la France, pour préserver son indépendance, pour sauver notre région.

Mais la lutte n'est pas que cela. C'est aussi bâtir une société nouvelle ; c'est se battre pour un idéal noble, libérateur. C'est faire la révolution, c'est-à-dire gagner la majorité des consciences pour changer, changer réellement.

Cet idéal existe et joue un rôle influent dans le

Suite Page 3

## **Pour les revendications, la paix, le socialisme Des centaines d'Assemblées populaires en Loire-Atlantique**

Les assemblées populaires de remise des cartes se tiennent traditionnellement en ce début d'année.

Elles sont l'occasion pour les communistes de se retrouver avec tous les adhérents, des sympathisants des camarades de travail, des voisins qui participent aux actions de la cellule, qui lisent notre presse...

Ce sont des milliers de travailleurs et leurs familles qui se rassemblent avec les communistes, discutent, débattent, écoutent nos positions.

Ces assemblées constituent un immense meeting à l'échelle du département, meeting pendant lequel des centaines d'adhésions sont réalisées.

Au moment où l'hystérie anticommuniste se déchaîne à longueur d'émission et de colonnes de presse, nos cellules riposteront, seront à l'offensive pour les luttes et contre les mensonges.

Les résultats des premières assemblées, les adhésions de vingt travailleurs de la S.N.I.A.S.-Saint-

Nazaire en lutte, démontrent que cette campagne haineuse ne parviendra

Suite page 3

Mercredi 23 janvier 1980  
à 18 h 30

### **RÉUNION DES CDH**

avec Buffet campagnard

à la Maison du Parti

41, rue des Olivettes, à NANTES

avec la participation de

**Claude POPEREN**

Membre du Bureau politique du P.C.F.

## **Soutien unanime des secrétaires de section de L.-A. qui ont approuvé, lundi dernier, les déclarations et démarches de la direction du parti, de son secrétaire général**

Dans la dernière période, les grands moyens d'information se livrent à une violente attaque contre le Parti communiste français et son secrétaire général. De la droite au Parti socialiste on retrouve mensonges, calomnies, dissimulations, déformations de la politique définie démocratiquement par l'ensemble des communistes lors du 23<sup>e</sup> congrès. Les secrétaires des 27 sections du P.C.F. de Loire-Atlantique, réunies à Nantes le 14 janvier, condamnent ce déchaînement anti-communiste et cette manipulation des faits qui ne visent qu'à affaiblir le courant révolutionnaire et sa force organisée, le Parti communiste français.

Les secrétaires des sections du P.C.F. de Loire-Atlantique approuvent les déclarations de Georges Marchais, déclarations qui s'inscrivent dans la ligne de notre XXIII<sup>e</sup> congrès.

Cette campagne anti-communiste permet aux grands moyens d'information de passer sous silence ou d'escamoter des événements importants qui se déroulent dans notre pays. C'est pourquoi les secrétaires des 27 sections appellent l'ensemble des communistes de Loire-Atlantique à tout faire pour défendre

les revendications des travailleurs et être présents partout sur le terrain des luttes, à faire connaître toujours mieux la politique de notre 23<sup>e</sup> congrès.

Partout les communistes agiront pour rassembler tous ceux qui sont prêts à lutter, à défendre leurs intérêts et le bonheur des hommes.

Avec « L'Humanité » et « L'Humanité-Dimanche », qui dans cette période d'intense bataille idéologique jouent un rôle déterminant avec leurs journaux de cellules, de sections, les « Nouvelles de Loire-Atlantique », les communistes seront à l'offensive pour rétablir les faits et faire connaître la vérité, que ce soit sur les événements d'Afghanistan, le rapport des forces dans le monde, la politique de déclin, d'austérité et de chômage conduite par Giscard d'Estaing, la nécessité de lutter sans attendre pour mettre cette politique désastreuse en échec.

Soutien unanime des secrétaires de sections de Loire-Atlantique qui ont approuvé, lundi dernier, les déclarations et démarches de la direction du parti, de son secrétaire général.

# Cinéma "les Club"

76, AVENUE DE LA REPUBLIQUE SAINT-NAZAIRE Tél. 22.53.41

Tous les jours 2 soirées vers 20-22 h. Matinées tous les jours 14 h 30, dimanche, 14 h, 16 h

**LE SECRET DE LA BANQUISE**

**MÉTÉOR**

**OPÉRATION DRAGON**

(Interdit moins 13 ans)

**LA DROLESSE**

à partir du mardi 22

**L'HONNEUR PERDUE DE KATARINA BLUM**  
(v.o.)

# LES KORRIGANS

8, avenue de la République  
**ST-NAZAIRE**  
Tél. 22.44.79

**LA FEMME FLIC**

**TOUS VEDETTES**

**C'EST ENCORE LOIN L'AMÉRIQUE ?**

**I COMME ICARE**

**AMARCORD**

# TRAIN-FORUM

## TOURISME ET TRAVAIL

Pour la cinquième année, le train Forum de Tourisme et Travail a repris son périple à travers la France.

Jeudi après-midi, le train faisait étape à Saint-Nazaire, les collectivités et le public naziérien étaient invités à rendre visite aux responsables de Tourisme et Travail qui les attendaient à bord.

Tout au long de ses quatorze wagons, l'association présentait les diverses activités en direction des actifs ou retraités.

Expositions, projections de films, diapositives permettaient aux adhérents de Tourisme et Travail de découvrir les lieux futurs de leurs vacances.

Le Pool d'activités touristiques 1981 était également proposé aux collectivités. Au départ de Nantes, on note des destinations nouvelles comme l'Algérie et la Roumanie.

Le but du train Forum est aussi de permettre à Tourisme et Travail de débattre avec les collectivités des problèmes du

tourisme social, de mieux faire comprendre le rôle et l'aide que peut apporter l'association dans le domaine spécifique des vacances et des loisirs.

« Association sans but lucratif, dirigée par des militants élus, Tourisme et Travail est avant tout une organisation au service de ses adhérents. Elle réalise des activités de vacances, de tourisme et de loisirs mais se préoccupe aussi d'analyser les causes qui rendent difficiles ou inaccessibles ces activités pour le plus grand nombre.

Tourisme et Travail dénonce les méfaits d'une politique gouvernementale qui fait payer aux travailleurs les conséquences de la crise.

Tourisme et Travail est aujourd'hui la seule association à mener un combat résolu pour faire valoir des revendications conformes aux intérêts de ses adhérents, mais aussi de tous les travailleurs en général : le chèque vacances, la cinquième semaine de congés pour tous, l'augmentation des subventions pour le tourisme social, l'obtention d'un second billet congé etc.

Les vacances et le tourisme ne sont pas un secteur neutre, isolé des réalités politiques et économiques. Il est devenu un terrain de lutte important qui



Expositions, projections de films, débats, mais aussi agréables moments de détente avec l'office du tourisme Bulgare, dans le Train-Forum de Tourisme et Travail.

nécessite la participation active de tous ceux qui veulent contribuer au développement ces activités pour le plus grand nombre.

Au cours de cette demi-journée à Saint-Nazaire, cinquante-deux collectivités en visitant le train Forum, ont pu échanger des points de vue avec les militants de Tourisme et Travail ainsi qu'avec les représentants des offices de tourisme des pays que propose T.T. dans le cadre de ses activités étrangères.

### PETITES ANNONCES

Centre d'Education Routière  
**FORGET-BROHAN**

Route de Paris  
35530 NOYAL/VILAINE  
Tél. : (99) 00.54.48  
71, avenue A.-Briand  
35000 RENNES  
Tél. : (99) 36.83.68

- Stage « B » : voiture
- Stage C : 19 tonnes Permis voiture non obligatoire (donne le permis B, âge dix-huit ans)
- Stage « D » : Transport en commun
- Stages « Cl » : Super lourd 38 tonnes

Prix fermes jusqu'à obtention de l'examen, sans supplément en cas d'échec. Facilités de paiement. L'Ecole s'occupe de l'hébergement.

## les nouveautés de la semaine...

● **TOUS VEDETTES.** — Film de Michel Lang, avec Leslie Caron, Rémy Laurent, François Pinault. Les espoirs, les illusions, les problèmes financiers et sentimentaux d'un groupe de jeunes décidés à faire leur chemin dans le show-business.

● **LE CHEMIN PERDU.** — Film de Patricia Moraz, avec Charles Vanel, Delphine Seyrig, Magali Noël. Le nouveau film de la réalisatrice de « Les Indiens sont encore loin ». A voir.

● **LE SECRET DE LA BANQUISE.** — Film de Don Sharp, avec Donald Sutherland, Vanessa Redgrave, Richard Widmark. Suspense en Arctique où une expédition scientifique est victime des néo-nazis venus récupérer un trésor englouti.

● **C'EST ENCORE LOIN L'AMÉRIQUE ?** — Film français de Roger Coggio, interprété par Roger Coggio, Elisabeth Huppert, Danièle Evenou. Tendre et sympathique.

● **AMARCORD.** — Film italien de Federico Fellini, interprété par Magali Noël.

● **HAINÉ.** — Mise en scène de Dominique Groult, avec Klaus Kinski, Maria Schneider, Katia Tchenko, Patrice Menellec. Un motocycliste accidenté se heurte à la haine d'un groupe de villageois.

● **REGARDE, ELLE A LES YEUX GRANDS OUVERTS...** — Film collectif réalisé sous la direction de Yann Le Masson. Le procès intenté à six femmes du MLAC pour exercice illégal de la médecine. Au centre du débat : le droit des femmes d'elles-mêmes.

● **LA FEMME FLIC.** — Film d'Yves Boisset, avec Miou-Miou, Jean-Marc Thibault, Lory Escudéro, Jean-François Stevenin. Une jeune femme qui se fait une certaine idée de son métier de flic enquête sur une affaire de ballets bleus.

● **MANHATTAN.** — Film de Woody Allen, avec Woody Allen, Diane Keaton, Michael Murphy, Mariel Hemingway, Meryl Streep, Anne Byrne. L'amour, la mort, l'incommunicabilité, les problèmes de la vie en commun dans la nouvelle comédie de Woody Allen.

### APOLLO 5 salles, 5 films

**MANHATTAN** (v.o. sous-titré français)

LE LIVRE DE LA JUNGLE	LES BRONZES DU SKI	LES JOYEUSES COLONIES DE VACANCES	HAINÉ
-----------------------	--------------------	-----------------------------------	-------

**LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI**

### ARIEL 2 SALLES

● **FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE**  
— Mercredi : PHANTASMES  
— Jeudi : LE FAISEUR D'EPOUVANTE  
— Vendredi : DU SANG POUR DRACULA  
— Samedi : L'EMPIRE

— DES FOURMIS GEANTES  
— Dimanche : L'HORRIBLE INVASION  
— Lundi : MALENKA LA VAMPIRE  
— Mardi : LA MAISON DE L'EXORCISME

● **2 films « HARD »** au même programme  
tarif réduit - interdit moins 18 ans  
Une femme très spéciale ● Pénétrations lubriques

### Horaires "Les Korrigans"

Salle 1. — Tous les jours : 20 h 05, 22 h 25, + lundi, vendredi, 14 h 30, + mercredi, samedi, dim., 14 h 05, 16 h 25.

Salle 2. — Tous les jours : 20 h 10, 22 h 35, + lundi, vendredi, 14 h 30, + mercredi, samedi, dim., 14 h 10, 16 h 35.

Salle 3. — Tous les jours : 20 h 20, 22 h 30, + lundi, vendredi, 14 h 30, + mercredi, 14 h 20, 16 h 20 : sam., dimanche, 14 h, 16 h 10, 18 h 20, 20 h 30, 22 h 40.

Salle 4. — Tous les jours : 20 h, 22 h 30, + lundi, vendredi, 14 h 30, + mercredi, samedi, dimanche, 14 h, 16 h 30.

Salle 5. — Tous les jours, 20 h 15, 22 h 35, + lundi, vendredi, 14 h 30, + mercredi, samedi, dim., 14 h 15, 16 h 35.

## Gaumont

# TOUS VEDETTES!

Le nouveau film de Michel LANG

**LA FEMME FLIC**

**LA GUEULE DE L'AUTRE**

**CUL ET CHEMISE**

**LAURA. LES OMBRES DE L'ÉTÉ**

**RIEN NE VA PLUS**

## A L'AFFICHE DE NANTES

### APOLLO

- 1 — 13 h 45, 15 h 55, 18 h, 20 h 10 : LE LIVRE DE LA JUNGLE.
- 2 — 14 h, 16 h 05, 18 h 10, 20 h 15, 22 h 20, + samedi, 0 h 25 : LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI.
- 3 — 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05, + samedi, 0 h 05 : HAINÉ.
- 4 — 14 h 05, 18 h, 20 h, 22 h 15, + samedi, 24 h : LES JOYEUSES COLONIES DE VACANCES.
- 5 — 16 h 05, 22 h, + samedi, 24 h : LES BRONZES DU SKI.
- 6 — 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, + samedi, 24 h : MANHATTAN (v.o. sous-titré français).

### ARIEL (permanent à partir de 14 heures)

- 1 — FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE.
- 2 — UNE FEMME TRÈS SPÉCIALE - PÉNÉTRATIONS LUBRIQUES.
- COLISEE, 14 h 30, 20 h, 22 h, + dimanche, 17 h :
- 1 — LE VOYAGE EN DOUCE.
- 2 — I COMME ICARE.
- 3 — LES PHALOCRATES.

### CONCORDE

- 1 — 20 h 15, + dimanche, 14 h 30 : THE BIG FIX.
- 2 — 22 h 30, + dimanche, 17 h 15 : LA VALLEE.
- 2 — 20 h 15, + dimanche, 14 h 30 : IRACEMA.
- 22 h 30, + dimanche, 17 h 15 : LA PETITE.
- 3 — 20 h, + dimanche, 14 h 15 : DON GIOVANNI.
- 23 h, + dimanche, 17 h 15 : LE GOUT DU SAKÉ.
- 4 — 20 h, + dimanche, 14 h 15 : TESS.
- 23 h, + dimanche, 17 h 15 : FRITZ THE CAT.

### GAUMONT

- 1 — 14 h 20, 16 h 45, 20 h 05, 22 h 30 : LA FEMME FLIC.
- 2 — 14 h 10, 16 h 45, 19 h 55, 22 h 30 : TOUS VEDETTES.
- 3 — 13 h 55, 16 h, 20 h 25, 22 h 30, + dim., 18 h : LAURA, LES OMBRES DE L'ÉTÉ.
- 4 — 14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 30 : LA GUEULE DE L'AUTRE.
- 5 — 14 h 05, 16 h 30, 20 h 05, 22 h 30 : CUL ET CHEMISE.
- 6 — 14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 30 : RIEN NE VA PLUS.

### KATORZA, 14 h 30, 20 h, 22 h 15, + dimanche, 17 h :

- 1 — MANHATTAN (v.f.).
- 2 — REGARDE, ELLE A LES YEUX GRANDS OUVERTS (interdit aux — 13 ans).
- 3 — LE CHEMIN PERDU.
- 4 — BUFFET FROID.

### RACINE, 14 h 15 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 30, 23 h :

- 1 — TREMBLEMENT DE CHAIR.
- 2 — POSITIONS DANOISES.

### VERSAILLES

- 1 — 20 h, + dimanche, 14 h 15 : ORANGE MECANIQUE.
- 22 h 15, + dimanche, 17 h : WOODSTOCK.
- 2 — 20 h 15, + dimanche, 14 h 30 : RETOUR.
- 22 h 30, + dimanche, 17 h 15 : LA SALAMANDRE.

A l'approche du Conseil général qui a inscrit à son ordre du jour le franchissement de la Loire à Cheviré, les sections de Nantes et de l'agglomération nantaise du Parti Communiste Français réaffirment leur attachement à la réalisation d'un franchissement sous-fluvial.

En effet, la solution satisfaisante pour la réalisation du franchissement de la Loire ne peut s'accommoder de positions ambiguës, de demi-mesure, de beaux projets restant à l'étude sans solution concrète pour la population de l'agglomération.

Tout retard en ce domaine accentue les multiples difficultés et nuisances : embouteillages, pertes de temps, accidents, pollution, gaspillage d'énergie, frein au développement industriel, etc.

Or, les études confirment que les communistes avaient raison quant à leur choix du franchissement sous-fluvial. En effet, le tunnel apparaît, après deux années d'études, comme un net avantage sur la solution du pont. Les raisons de ce choix sont les suivantes : l'avenir du port est garanti quelles que soient les conditions futures de la navigation maritime ou fluviale, l'économie de carbu-

# UN TUNNEL A CHEVIRÉ, UNE URGENCE POUR TOUT LE MONDE

rant, le confort des cyclistes, la fluidité plus grande du trafic, la sécurité, de moindres nuisances, etc... pour un coût de construction sensiblement le même pour les deux types d'ouvrages (pont ou tunnel).

Il faut donc en finir avec les tergiversations et les faux prétextes ; la population de l'agglomération a besoin de solutions satisfaisantes, elles existent, les décisions doivent être mises en application.

Par exemple, pour quelle raison M. Lambourg a-t-il combattu au Conseil général le tunnel et pour quels intérêts ?

D'autre part, il est en effet tout aussi regrettable que le multiple langage de certains notamment les représentants socialistes sur l'ouvrage en lui-même — tunnel ou pont — sur son finance-

ment, programme SIVRAN ou programme européen, favorise les hésitations volontaires du Pouvoir pour échapper à ses engagements.

Dans cet ordre d'idées, M. Floch, maire de Rezé affirme aujourd'hui avoir exposé depuis longtemps, avant même le programme SIVRAN, la nécessité d'un tunnel. Pour c'est bien lui qui, au Conseil général du 7-11-78, déclarait : « L'essentiel n'est pas le pont ou le tunnel, mais d'avoir un franchissement à Cheviré ».

Cette double attitude dans les déclarations et dans les votes fait qu'aujourd'hui Nantes et son agglomération attendent de véritables solutions pour le contournement et le franchissement de la Loire. Par conséquent, les communistes de l'agglomération ne manqueront aucune occasion pour que l'exigence devienne réalité. Avec un nombre d'usagers grandissant, ils appellent à lutter :

— Pour la réalisation rapide du programme de contournement de l'agglomération nantaise avec le tunnel à Cheviré.

— Pour le financement de ce programme (SIVRAN) dans le 8<sup>e</sup> Plan, pour le respect des engagements pris en juillet 1978 par le Directeur

des Routes : maîtrise d'ouvrage à l'Etat sur l'ensemble du contournement, soit 55 % du montant global payés par l'Etat et 45 % par les collectivités locales ;

— Pour le remboursement aux collectivités locales de la TVA, de toute la TVA prélevée sur tous les travaux ;

— Pour que le Conseil général, le Conseil régional prennent leur part au financement ;

— Contre toute forme de péage ;

— Pour que la décision du choix de l'ouvrage n'échappe pas aux élus.

Les sections de l'agglomération nantaise du PCF

## SOUSCRIPTION MAISON DU PARTI 9<sup>e</sup> liste

Total précédent	157 775 F
GERAUD	100 F
PORNICHET - cellule MOUGENOT	400 F
J.-B.	100 F
Section NANTES SUD - cellule SOLOMON du C.H.R.	500 F
Lucile et Maurice BAUCHET	100 F
SAINT-NAZAIRE - Frioux	500 F
Un retraité de QUILLY	200 F
Un retraité de PENHOET	100 F
H.B. de la section P.T.T. cellule GODEAU	50 F
Annie BUSSON	100 F
Suzanne et Alix LACAMPAGNE	100 F
NANTES NORD - cellule R.-G. CADOU	100 F
Une amie	100 F
Anonyme ZUP Malakoff	50 F
Section du CROISIC : Pierre DURAND	100 F
M. et G. DESLANDES	100 F
Cellule de BATZ-SUR-MER	100 F
Cellule du CROISIC	100 F
Cellule de LA TURBALLE	100 F
P.T.T. cellules ROBESPIERRE et AUDIN	1 500 F
BASSE-LOIRE cellule J. GRIMAU de J.-J. CARNAUD	200 F
Dominique MARTIN	200 F
Anonyme de SAINT-NAZAIRE	100 F
Section LA BAULE - cellule G. Mocquet de Pornichet	150 F
SAINT-SEBASTIEN - Anonyme	200 F
Nouveau total	163 125 F

## JEUNES, construisons notre avenir

suite de la page 1

monde. C'est le socialisme. Nous le construirons, comme nous disons, aux couleurs de la France, avec la réalité, les traditions françaises, avec notre jeunesse.

Le mouvement de la Jeunesse Communiste est porteur de cet idéal. Il est le porteur de l'espoir de la jeunesse.

C'est pourquoi, le Congrès départemental qu'il tiendra les 19 et 20 janvier, sera un congrès plein d'optimisme, un congrès de lutte qui rassemblera des jeunes. Des jeunes qui en rassembleront d'autres et qui, ensemble, construiront dans la lutte quotidienne l'avenir de demain, un avenir de paix, de liberté.

Francis  
**MAJOR**  
vous offre de magnifiques  
**CADEAUX**  
Demandez votre livret dans les magasins MAJOR de SAINT-NAZAIRE

## CONSEIL NATIONAL les intellectuels, la culture

### et l'avancée démocratique au socialisme

Deux journées d'étude en Loire-Atlantique.

A Saint-Nazaire, samedi 6 janvier de 14 h 30 à 22 h à la Maison du Peuple.

A Nantes, dimanche 27 janvier de 9 h 30 à 17 h à la Mairie de Doulon (6, boulevard Millet, Nantes).

Pour prolonger et approfondir la réflexion engagée dans les organisations du Parti et la tribune de discussion, le Comité Fédéral organise ces deux journées d'étude auxquelles sont invités les intellectuels communistes de différentes disciplines (I.T.C., enseignants, universitaires, médecins, architectes, juristes, éducateurs et animateurs etc.) ainsi que les membres du Comité Fédéral et les Secrétaires de section.

Les bulletins de participation doivent être adressés à la Fédération avant le 23 janvier.

## Pour les revendications, la paix, le socialisme...

(Suite de la première page)

pas à nous détourner de l'action pour les revendications, pour la dignité.

Malgré la participation du P.S. aux avant-postes pour imposer le consensus, pouvoir et patronat se heurtent à la résistance des travailleurs et sont contraints au recul.

Les appels de F. Mitterrand aux électeurs et membres du P.C.F. ne pourront que mettre ceux-ci en garde, ils ont appris

à leurs dépens qu'à chaque fois que le premier secrétaire du P.S. lançait de tel appel, c'était pour tenter de les opposer à leur parti, pour affaiblir leurs luttes.

— Les secrétaires de section, réunis lundi soir, montraient précisément que la volonté de lutte est forte, ils disaient combien nos explications lorsque nous les faisons partager sont écoutées.

— Les communistes de Nantes-Est, en l'espace d'un week-end, viennent de rassembler plus de 1 000 signatures contre les hausses abusives des loyers et charges H.L.M.

— Les communistes de Barbechat, pendant ce temps, rassemblaient près de trente personnes et réalisaient une adhésion.

— Partout, nos cellules prendront des initiatives, prépareront leurs assemblées populaires en visitant les adhérents pour leur remettre rapidement leur carte 1980 et les inviter à la diffusion massive de la nouvelle « Humanité-Dimanche ».

Se donner dès les premiers jours de l'année un Parti communiste plus fort, mieux organisé, c'est essentiel pour mener le combat de classe, lutter contre l'austérité, l'exploitation dans notre pays et dans le monde, pour la paix, le désarmement, le socialisme aux couleurs de la France.

Joël BUSSON,  
Secrétaire  
à l'Organisation.

### LES ASSEMBLÉES POPULAIRES DU WEEK-END Dates parvenues à la Fédération

— SAINT-SEBASTIEN : Brand, Ventou, Vallet, le 19.

— DUBIGEON : Cellules Baguin, Cachin, le 16.

— A.C.B. : Cellules Thorez, Triolet, le 18.

— S.N.C.F. Nantes : Cellule P.-Semard, le 19.

— STE-PAZANNE : Cellule M.-Cachin, le 19.

— NANTES-EST : Cellule Duguy, le 18.

du 14 Janv. au 2 Fév.

# SOLDES MONSTRES

## CROZATIER MEUBLES

303 rte de Vannes NANTES  
nocturne le vendredi jusqu'à 22h.

IMPRIMERIE MODERNE

Dans la clarté, les communistes soutiennent la lutte des travailleurs

L'imprimerie Moderne de Couéron a déposé son bilan. Neuf licenciements, remise en cause d'accords salariaux, tels sont les premiers résultats car une ombre plane : la fermeture de l'usine entraînant un licenciement de 67 salariés.

Rappelons que cette entreprise s'est installée, selon cette formule qui arrange bien les patrons, grâce à l'aide (bâti- ments + terrain viabilisé) de la municipalité. A l'époque :

Pour : 17 P.S.  
Contre : 10 P.C.

Aujourd'hui, la situation est claire :

Si l'imprimerie ferme, il restera un bâtiment vide que la municipalité sera bien obligée de financer par les impôts locaux du fait de l'absence de loyers.

Pressés, sans doute, de se donner une image de marque, le P.S., à l'époque, a précipité les choses Réunion d'un Conseil municipal extraordinaire le 17 mai 1978 où, malgré les mises en garde des élus communistes, les élus socialistes, d'un seul bloc, approuvèrent l'opération : « Les finances pu-

bliques pour l'entreprise privée ».

N'a-t-on pas entendu à ce Conseil, à propos de l'implantation : « Politiquement, c'est un compromis avec le régime, sans contre-partie, mais faut-il pour cela ne pas prendre ce risque ? »

Et de jouer la corde sensible sur le sort des travailleurs de l'ancienne entreprise menacés de chômage.

Aujourd'hui le résultat est là. Le P.S. en porte une lourde responsabilité. Ce « risque » dont il parlait, ce sont les tra-

vailleurs qui « risquent » d'en faire les frais.

Voilà bien l'illustration de la nocivité de cette politique social-démocrate de gestion de la crise qui est aujourd'hui celle d'un P.S. dont les actes tournent le dos aux propositions novatrices du Programme commun.

Et après cela, venir comme l'ont fait les élus socialistes de Couéron, apporter le soutien aux travailleurs en lutte, relève de la basse opération politique.

Pourtant cette entreprise est

viable. Elle sous-traite 85 % de ses travaux. Elle est accusée de « mauvaise gestion ». Mais peut-on parler de « mauvaise gestion » quand c'est délibérément organisé. N'oublions pas qu'il existe un plan de liquidation de l'imprimerie française.

Comme le dit le proverbe : « Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage ».

Voilà à quoi sont confrontés les travailleurs de l'imprimerie Moderne et les Couéronnais.

D'ailleurs, ils l'ont compris. Ils se sont mis en mouvement. Les élus du Parti communiste leur ont apporté leur soutien.

La section Basse-Loire, elle aussi, consciente que l'entreprise existe aujourd'hui et fonctionne, n'admet pas que 67 travailleurs se retrouvent licenciés, que les Couéronnais supportent de nouveaux impôts, apporte son soutien total et sans réserve à ces travailleurs en lutte pour la sauvegarde de leur outil de travail et la garantie de leurs avantages acquis.

SAINT-HERBLAIN

BUDGET COMMUNAL : LA LUTTE PAIE

Le groupe des élus communistes de St-Herblain vient de sortir le troisième numéro de son journal « St-Herblain en direct avec vous ».

Dans une interview, R. Lefèvre, conseiller municipal subdélégué au Budget s'attache à montrer les retombées pour la commune des reculs imposés au pouvoir. Ainsi pour 1980, la revalorisation de la dotation globale de fonctionnement apportera 48 millions de centimes tandis que le rappel de 1979 apportera 35 millions de centimes. (La dotation globale de fonctionnement est une ressource perçue par l'Etat et reversée partiellement aux communes).

L'augmentation du taux de remboursement de la T.V.A. fait gagner à la commune de St-Herblain 78 millions de centimes. Au total cela représente un acquis appréciable de 161 millions de centimes.

Pour autant cela ne satisfait pas entièrement les élus communistes qui maintiennent leurs revendications d'une dotation globale de fonctionnement à hauteur de 20 % des recettes de l'Etat et un remboursement intégral de la T.V.A. Si ces deux revendications étaient satisfaites cela se traduirait par un supplément de recettes de 58 millions de centimes : autrement dit cela ferait une jolie somme en moins à déboursier par les contribuables herblinois.

Pour une élaboration démocratique du P.O.S.

Dans un article du journal des élus communistes, P. Brémont, adjointe communiste à l'urbanisme fait le point de la procédure de révision du Plan d'Occupation des Soils de la commune. On se souvient que ce plan avait été approuvé en tout hâte par le Préfet quelques jours avant les élections municipales de 1977. Les communistes avaient protesté contre cette approbation qui faisait suite à une élaboration quasi-secrète sous la municipalité Chauby. Les communistes avaient demandé que l'exigence d'une révision de ce P.O.S. soit portée dans le programme municipal de la liste d'union de la gauche, mais le Parti Socialiste avait alors refusé. Pourtant le 29 juin dernier le conseil municipal, après avoir entendu un rapport de P. Brémont, s'était prononcé pour cette révision.

Dans son article l'adjointe communiste à l'urbanisme annonce que les données de l'enquête actuellement menée par l'atelier municipal d'urbanisme et divers autres organismes seront publiées, que des réunions d'information, des expositions seront organisées et que ce n'est qu'après que les élus prendront les décisions.

A quoi servent gendarmes et C.R.S. ?

Un terrible accident s'est produit le 23 décembre au carrefour de la zone indus-

trielle de St-Herblain. Une femme éjectée de sa voiture après un choc avec un poids lourd a été écrasée par celui-ci. Depuis plusieurs jours les feux étaient au clignotant : conséquence de la tempête ? Peut-être. On peut toutefois se poser la question : à quoi servent gendarmes et C.R.S. ?

Il y a à St-Herblain une compagnie de gendarmerie et une compagnie de C.R.S. Dans des situations comme celle-là leur rôle était d'assurer la sécurité des personnes à ce carrefour très dangereux. Mais la sécurité des personnes, le pouvoir n'en a cure.

Il vient de refuser une nouvelle fois le commissariat de police demandé par la municipalité. Quant aux C.R.S., il préfère les utiliser contre les travailleurs en lutte.

REZÉ

Pour une participation réelle des usagers

La question de la S.E.M.I. étant portée à l'ordre du jour du dernier Conseil municipal avec un projet de réévaluation du capital social, les élus communistes, à cette occasion, décidèrent d'aborder le problème de la participation des usagers à son fonctionnement.

Cette proposition soulignée par les élus communistes, « s'inscrit dans les orientations exprimées dans notre Programme Communal de voir se développer à tous les niveaux des institutions locales le débat démocratique le plus large ».

« Il faut noter, firent-ils observer, que cette participation des usagers est déjà acquise au niveau des offices d'H.L.M. (aux Conseils d'administrations desquels siègent 2 représentants élus des locataires) Il s'agit là de l'aboutissement d'une revendication exprimée de longue date par les locataires, et soutenue en particulier par les élus communistes ».

« Par contre, et c'était là l'objet principal de la démarche, aucune disposition dans les statuts des S.E.M. (régies par la loi sur les sociétés anonymes de droit commercial) ne

prévoit une telle participation. Cependant, déclarent les élus, rien ne s'oppose non plus à priori à ce qu'elle soit mise en application sous une forme appropriée.

QUE PROPOSENT LES ELUS COMMUNISTES ?

Deux solutions pour y parvenir pourraient être envisagées : — soit faire admettre comme actionnaire une Association représentative des divers groupements d'usagers (locataires ou

SAINT-NAZAIRE

Quand la "navale" tousse, le bâtiment enrume

M. Sassi, l'un des secrétaires de la Fédération des Travailleurs du Bâtiment et des Travaux Publics CGT a passé deux jours la semaine dernière sur les chantiers de la région nazairienne. En ce début de 1980, il s'agit d'une « première » en France, afin de mieux cerner les problèmes des salariés de la profession face à la crise.

Les conditions de vie et de travail dans cette pénible profession n'ont pas manqué d'être mis en relief dans toutes les entreprises visitées.

Ce qui caractérise la situation de la région nazairienne, c'est l'importance du sous-emploi. En effet aux milliers de chômeurs inscrits plus ou moins secourus, il faut ajouter tous les « pré-retraités », tous les jeunes non-inscrits, toutes les femmes non-inscrites qui désirent travailler, tous ceux qui travaillent à temps partiels.

Le seul horaire des Chantiers de l'Atlantique ramené à 34 heures par semaine occasionne une perte de salaires de plus de 12 % pour 8 000 salariés. Autant de pertes de ressources qui nuisent à chaque famille et à l'économie de toute la région.

Nombreux licenciements et fermetures le dernier trimestre

Les répercussions sont graves. Des entreprises du bâtiment continuent de licencier ou de fermer. Citons pendant le dernier trimestre 1979 : licenciements chez Le Goff, à Piriac ; fermeture de Desrue, à la Turballe, Leclerc, à Trignac, Barnard, à Saint-Nazaire, Ricordeau à Penhoët. D'autres ont une charge de travail insuffisante, et aucun espoir de relance ne se fait jour actuellement.

Pourtant des besoins importants existent, même à Saint-Nazaire, ville presque neuve où se trouvent des logements

vétustes et mal équipés de sanitaires, plus encore dans la campagne environnante.

Les équipements sociaux-culturels et sportifs sont très insuffisants. Une tranche importante de travaux prévue et nécessaire à l'hôpital de Saint-Nazaire a été stoppée faute de fonds !

Pas de crèches... peu de maisons pour les anciens. Les voies de communications in-

suffisantes ou inadaptées à la circulation actuelle. Des zones industrielles qui attendent vainement des implantations d'usines. Les équipements collectifs souffrent du manque d'entretien faute de crédits.

Les travailleurs de la construction et des travaux publics ne peuvent se contenter d'un minimum, de ce qui existe et de la construction

de maisons secondaires pour estivants. La population a des besoins importants à satisfaire. Ils ne peuvent l'être par la faute de la politique d'austérité giscardienne.

Les effectifs des chantiers de la Construction Navale ont chuté d'un millier en un an. C'est une véritable catastrophe à chaque fois que la « Navale » a connu la crise à Saint-Nazaire, à chaque fois c'est toute l'économie de la région qui en a souffert.

Aussi estime-t-on à Saint-Nazaire, ce n'est ni le chantier du terminal méthanier, qui se termine, ni celui de l'agrandissement de Elf à Donges, qui tarde à débuter, ni celui d'implantations d'usines pour l'utilisation des frigories à la sortie du terminal, qui n'a pas encore vu le jour, qui pourront solutionner les gros problèmes de l'heure dans la construction.

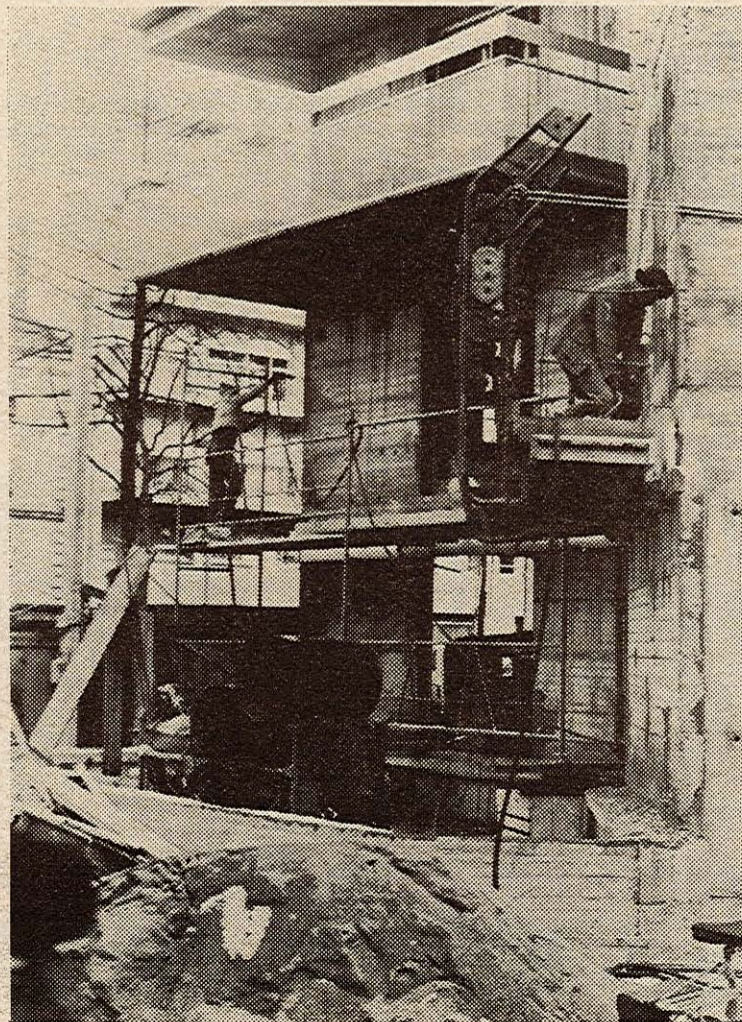
Des revendications non satisfaites

A cela s'ajoute une autre caractéristique pour les professionnels du bâtiment, les grosses entreprises ne semblent pas intéressées par les travaux de la presqu'île guérandaise. Dans le négoce des matériaux, Guillouzo a pratiquement le monopole sur toute une région.

Dans l'industrie routière, Chariot et consorts font la loi sur le marché.

Dans le bâtiment, nous connaissons une multitude de petites entreprises, voire artisanales, dans lesquelles, dans cette région, les droits des travailleurs restent à faire valoir : telles en matière d'intempéries ou des employeurs ne cotisent pas, faisant passer la productivité avant la santé ; sans parler de la mensualisation, des compléments d'indemnité de sécurité sociale, ou encore les changements de classification et l'augmentation des salaires qui sont ignorés.

Aussi l'action et une meilleure syndicalisation des travailleurs sont-elles nécessaires pour que cessent de telles injustices sociales et matérielles.



Le droit de se loger, le droit pour chaque famille de bénéficier d'un logement confortable, agréable à louer, abordable, est remis en cause par la réforme gouvernementale.

La réforme introduit des mécanismes qui visent à liquider l'institution HLM en la vidant de son contenu social.

À Nantes et dans toute la France, elle met les administrateurs des Offices HLM dans une situation impossible, en leur imposant cette alternative inacceptable : ou bien pénaliser lourdement les locataires ou bien abandonner l'entretien du patrimoine.

En effet, à Nantes par exemple, mais aussi à Saint-Nazaire, le pouvoir invite les administrateurs à une « gestion rigoureuse » comme si l'Office avait été mal géré, à envisager des augmentations de 10 % tous les six mois, ce qui conduirait au doublement des loyers en l'espace de 5 ans.

Le Comité de Ville de Nantes, les élus communistes administrateurs de l'Office refusent ces augmentations qui pourraient voir le jour dès le début 1980.

Nous considérons que ces hausses sont intolérables alors que les locataires HLM sont pour la grande masse, de condition modeste et que pour la plupart d'entre-eux c'est déjà difficile de boucler les fins de mois.

Dans de nombreux quartiers populaires de Nantes, c'est déjà la misère.

Les communistes appellent les locataires à réagir, à lutter pour faire barrage à ces décisions qui peuvent être votées y compris par les re-

# AGIR POUR LE LOGEMENT SOCIAL NON AUX AUGMENTATIONS DES LOYERS

présentants du Parti Socialiste comme ils ont voté les augmentations de 30 à 40 % du chauffage. Car attendre sans réagir, c'est se résigner à voir appliquer jour après jour méthodiquement une entrepris dont les visées sont claires : faire payer plus les locataires et liquider en définitif le logement social.

Dans les grandes cités HLM de l'agglomération nantaise, les cellules du PCF appellent à prendre le chemin de l'action contre les objectifs gouvernementaux et l'allègement de certaines forces politiques.

## LES LUTTES PEUVENT IMPOSER DES RECULS

La preuve, Monsieur Barre a été contraint de rallonger de 10 % les crédits 1979 en faveur du logement locatif, de 25 % les crédits distribués à l'amélioration de l'habitat ancien, il a été obligé d'attribuer une prime de chauffage.

Tous ces succès sont déjà significatifs, mais chacun comprend bien que devant les nouvelles menaces d'augmentation des loyers, il faut faire plus encore et imposer avant le prochain conseil d'administration des HLM le refus de ces nouvelles hausses inacceptables.

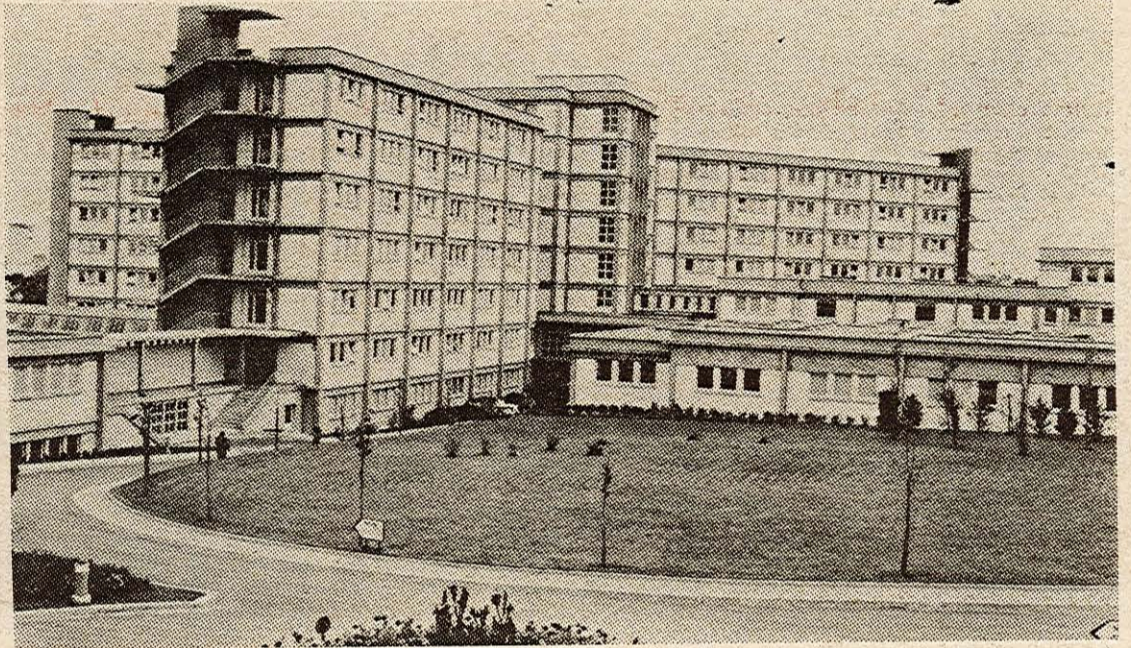
C'est pourquoi, le Comité de Ville de Nantes a lancé une grande pétition sur les objectifs suivants :

- Non aux augmentations démesurées,
- Des crédits sans conventionnement,
- Une subvention exceptionnelle d'équilibre,
- Le remboursement de la TVA sur les travaux.

- L'annulation des mesures réduisant le chauffage,
  - L'application d'un moratoire pour différer les annuités d'emprunts,
  - Revenir à des durées d'emprunts plus longues avec des taux d'intérêts moins élevés,
  - La taxation totale des prix des combustibles.
- Voilà de véritables propo-

sitions capables de donner les moyens à l'Office HLM pour poursuivre sa mission sociale, capables de faire échec aux nouvelles augmentations.

Dans cette orientation le premier millier de signatures réalisées dans les quartiers populaires de la Bottière, de la Halvèque, du Perray, du Pins Sec, Malakoff etc... ont été remises à M. Moysan, administrateur communiste au HLM, afin que celui-ci défende avec plus de soutien les propositions communistes au conseil d'administration du lundi 14 janvier 1980, pour le droit de se loger, le droit pour chaque famille de bénéficier d'un logement confortable, agréable, à loyer abordable.



Grâce à leur action et à la lutte des communistes, les locataires des HLM de Nantes ont fait reculer la politique d'austérité du pouvoir relayé par le P.S.

## CHAUFFAGE A LA BOISSIÈRE La lutte impose de premiers reculs !

Depuis plusieurs semaines, les communistes de La Boissière, avec les habitants du quartier, ont engagé la lutte sous des formes multiples (délégations, pétitions, etc...) :

- pour obtenir des conditions de chauffage décentes,
- pour que l'entretien des bâtiments soit effectué,
- et pour s'opposer à une nouvelle augmentation des loyers au 1<sup>er</sup> janvier 1980.

Les actions engagées ont déjà permis d'obtenir un premier résultat avec l'amélioration du chauffage et l'obtention pour les familles les plus défavorisées d'une allocation chauffage.

Une nouvelle fois la démonstration est faite que par la lutte la plus large il est possible d'obtenir la satisfaction des revendications urgentes.

Les communistes, tout en se félicitant des premiers résultats obtenus sont bien déterminés à poursuivre la lutte pour obtenir satisfaction sur les autres

points.

Dans ce sens, une délégation de communistes de La Boissière, d'habitants du quartier, accompagnés de Jocelyne Cailleau, maire adjointe de Nantes, de Jeannine Trouillard, conseillère municipale, et de Henry Moisan, conseiller municipal et membre du conseil d'administration de l'office d'H.L.M., s'est rendue à la préfecture pour porter de nombreuses pétitions et exiger du gouvernement des subventions nécessaires à l'office d'H.L.M.

La bataille que livrent les communistes pour s'opposer aux mauvais coups du pouvoir reçoit le soutien de la quasi-totalité des locataires. Ceux-ci apprécient la lutte sans compromission que livrent le P.C.F. et ses élus contre la misère, contre l'austérité.

Au cours du porte à porte pour faire circuler la pétition, 20 habitants du quartier ont adhéré au P.C.F., rejoignant les communistes dans l'action

## OFFICE HLM DE NANTES :

### L'opération « ravalement de façade » du P.S. a échouée

Se conformer aux injonctions du pouvoir imposant une austérité accrue pour les travailleurs et s'efforcer d'apparaître aux côtés de ceux-ci relève du tour de force difficile à négocier ou du tumulisme de haut vol.

C'est à cet exercice que se sont essayés les élus socialistes à propos de l'augmentation des loyers HLM à Nantes.

Ainsi, après avoir voté 40 % d'augmentation des charges locatives, après avoir voté 21 % d'augmentation des loyers, des élus socialistes invitèrent un nombre important d'organisa-

tions politiques et sociales... à une table ronde destinée à l'évidence à servir de caution pour faire accepter cette austérité accrue.

Dans une lettre adressée à ces mêmes organisations, le Comité de Ville de Nantes du PCF dénonce cette opération, rappelant que « M. Guy Gourreaux, président de l'office H.L.M., proposait 21 % d'augmentation des loyers en deux tranches avec comme première étape 10 % pour les six premiers mois de l'année 1980 ».

« Les élus communistes précisait le courrier ont combattu ces propositions de hausses insupportables pour les locataires H.L.M. qui venaient d'être pénalisés par les décisions des administrateurs socialistes en ce qui concerne les augmentations du chauffage s'élevant à plus de 40 % de hausse annuelle.

« Dans ces conditions soulignait le PCF nous considérons qu'il n'est pas utile de convoquer une table ronde réunissant différentes organisations pour traiter de ces problèmes qui sont du ressort des élus mis en place pour prendre toutes leurs responsabilités ».

Rappelant qu'en 1977 la population nantaise et particulièrement celle des quartiers populaires avait mis en place des élus communistes, socialistes, M.R.G., U.D.B., gaulliste de gauche pour faire une politique sociale brisant avec celle d'André Morice, le courrier du PCF poursuit :

« Hélas, les élus socialistes ne s'orientent pas dans cette voie. Pour nous communistes, il n'est point besoin de convoquer de multiples organisations pour justifier telle ou telle haus-

se, car nous savons que dans tous les cas la population des quartiers populaires ne peut supporter de nouvelles augmentations, alors que dans la plupart des familles laborieuses c'est déjà la misère ».

Dans ce sens le PCF rappelle qu'il a développé l'action dans tous les quartiers populaires « pour faire échec aux nouvelles hausses et pour agir pour le logement social ».

Il est à noter que si cette réunion s'est tenue, de très nombreuses organisations syndicales, associations, partis politiques, avaient refusé de se prêter à cette opération.

Gageons que cet échec, parallèlement au courant de protestation qui grandit (sous notamment l'impulsion des communistes) est de nature à faire réfléchir ces loyaux gestionnaires de la crise sur les aléas et limites du double langage.

## Dernière minute !

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que les administrateurs de l'office HLM de Nantes (socialistes compris) viennent de voter le budget pour 1980. Celui-ci prévoit une augmentation des loyers de 10 % dans l'année (ce qui était la proposition des élus communistes).

Ainsi, jusqu'au dernier moment, le P.S. aura tergiversé et multiplié les manœuvres.

Devant l'ampleur de la protestation, la bataille des communistes, le P.S. a été contraint de reculer.

## C'EST LA PÉRIODE DES ROIS...

Ils ont suivi la bonne ÉTOILE qui les a conduits

au magasin **DAVID**

le spécialiste régional de la télévision

4 avenue de la République - SAINT-NAZAIRE

**DES REMISES ROYALES sur tous les articles**

Téléviseurs - HIFI, magnétophones, radio K7, magnétoscopes, etc

Découvrez vous aussi **VOS ÉTOILES** jusqu'au 19 janvier

1 ÉTOILE remise 5 %

2 ÉTOILES remise 10 %

3 ÉTOILES remise 15 % etc

**DAVID**

service après-vente toutes marques

9 rue Jules-Guesde - Tél. 22.41.05

# Les étudiants veulent vivre décemment et étudier dans le respect des libertés et de la démocratie

La politique gouvernementale s'oppose fondamentalement aux intérêts des étudiants et à leurs aspirations démocratiques. Dans la nuit du lundi au mardi 10 et 11 décembre, Alice Saunier-Séité et Rufenacht ont tenté de porter atteinte à la loi d'orientation de 1968, en proposant par l'amendement (Rufenacht) que les présidents d'Université soient élus uniquement par les profs d'Université et les maîtres de Conférence, excluant ainsi de l'électorat les assistants, les personnels administratifs, les personnalités extérieures et les étudiants.

Ainsi les maîtres assistants ne seraient plus ni électeurs ni éligibles.

Pendant les vacances de Noël, le décret Imbert est paru au Journal officiel, limitant ou interdisant l'entrée des étudiants étrangers en France.

Face à cette attaque frontale du gouvernement, les enseignants, les personnels, les étudiants, à l'appel de leurs syndicats SNESUP - UNEF - SGEN - CFDT - CGT, se sont mis en grève le samedi 17 et le mardi 18 janvier. 70 % des Facultés et 350 000 étudiants ont répondu aux mots d'ordre des syndicats.

A Nantes, la grève a été très bien suivie, en Sciences Economiques, en Droit, et à 50 % environ en Lettres.

L'UNEF a demandé un temps d'antenne à la télé et à la radio pour expliquer la situation nationale et locale. Le représentant syndical étudiant a été censuré. A la fin de son intervention, il était mandaté par son organisation pour condamner formellement la manière dont les travailleurs CGT-CFDT de la SNIAS-Saint-Nazaire ont été licenciés arbitrairement. Sans le laisser parler sur ce problème, on lui a intimé l'ordre de sortir : « Dehors, du vent !!! ». On est démocrate en Giscardie... L'UNEF demande donc la levée de la mainmise du pouvoir sur l'information et s'élève contre toute forme de censure ou d'atteintes aux libertés et aux droits démocratiques.

L'UNEF exige d'autre part, les moyens de vivre et d'étudier décemment. C'est pourquoi elle demande une allocation d'étude pour tous les étudiants, une Université dotée de moyens pédagogiques et matériels nécessaires et les transports urbains gratuits. C'est en ce sens qu'elle a demandé à la municipalité de Nantes d'accorder la gratuité des transports urbains aux étudiant(e)s inscrit(e)s à l'Université de Nantes

et dans les écoles Supérieures. Cette revendication se justifie par le fait que la situation matérielle, financière et morale des étudiants est souvent catastrophique (seuls 13 % perçoivent des bourses - 510 F par mois). Parmi les 87 autres % un grand nombre vit du salariat (MIN, crèches, gardiennage, garderies d'enfants, stations d'essence, crêperies, ménages) et la revendication des étudiants se justifie d'autant plus que ceux qui doivent en plus travailler pour poursuivre leurs études

passent leurs examens dans des conditions de vie et de santé difficiles (travailler 10-12 heures la nuit et aller au cours ensuite). L'UNEF appelle tous les étudiants à s'organiser dans leur amphithéâtre, leur UER, leur Faculté, leur Université, pour s'opposer aux mesures de suppressions des enseignements en « Lettres » plus particulièrement, et à lutter pour obtenir les crédits nécessaires pour vivre et étudier dans des conditions décentes, dans la liberté et la démocratie.

## S.O.S. SANTÉ : Déclaration de la commission sociale régionale CGT des pays de Loire

La Commission sociale de la région des Pays de Loire, réunie à Angers, a analysé la situation faite aux établissements de soins depuis la réforme hospitalière et aussi l'application de la circulaire ministérielle de Simone Veil du 23-3-79.

### DE QUOI S'AGIT-IL ? DE RÉFORME OU DE DÉMANTÈLEMENT ?

Une fois de plus, sous le prétexte d'humanisation, gouvernement et patronat s'attaquent à

une des plus belles conquêtes de la classe ouvrière, la Sécurité sociale, et cela s'inscrit dans le droit fil des ordonnances de 1967, qui ont enlevé la gestion des organismes de Sécurité sociale aux représentants des travailleurs et des assurés sociaux.

Le 25 juillet 1979, le gouvernement prenait des mesures d'une extrême gravité, dirigées contre les assurés sociaux et les allocataires qui se sont traduits par une augmentation des cotisations et une diminution des prestations. Au 1<sup>er</sup> janvier 1980, une cotisation supplémentaire de 1 % sera prélevée sur les salaires, ce qui diminue d'autant le pouvoir d'achat des travailleurs.

Sous le prétexte de réduire les dépenses de santé, le gouvernement, aidé en cela par le patronat, s'attaque à l'hôpital public. Tous les établissements hospitaliers de la région sont frappés par ces mesures iniques qui visent pour l'essentiel à réduire le budget et à imposer un plafond pour l'établissement des prix de journée, qui ne pourront en aucun cas dépasser une augmentation de 10,8 %. Alors que l'inflation va bon train, hausse du fuel, de l'électricité, des denrées comestibles, des médicaments, sans parler des taxes et de la T.V.A., qui frappent aussi les hôpitaux publics. De ces mesures, il s'ensuit une réduction considérable du nombre de lits, ce qui entraîne des licenciements du personnel ; c'est aussi la qualité des soins qui est en cause. De plus, M. Barrot, actuel ministre de la Santé, vient de décréter que les personnes âgées de plus de 80 ans se verraient refuser certains soins tels que la pose de « Space Maker » ou stimulateur cardiaque et aussi les transfusions sanguines.

Dans leur grande majorité, les établissements de la région ne pourront, faute de crédits, continuer à fonctionner et les malades ou accidentés se verront refoulés sur d'autres établissements qui connaîtront à leur tour ces mêmes difficultés. Dans ces conditions, il s'agit donc bien de démantèlement et non de réformes. Pour la C.G.T., la solution de ces problèmes passe par un engagement financier de l'Etat et non que les charges affaillent à l'état sanitaire de notre région soient exclusivement supportées par les organismes de Sécurité sociale et par les collectivités locales.

En définitive, on voit bien quelles sont les considérations qui inspirent la rage de réforme du pouvoir. Il s'agit pour lui de se débarrasser au maximum des charges financières qui lui incombent du fait des services publics et d'imposer autant que peut se faire l'austérité à l'ensemble des Français.

Tout ceci suppose une mobilisation des travailleurs, usagers et personnel afin qu'une riposte puissante ait lieu dans le but de préserver le pouvoir d'achat, l'emploi et aussi ce que les travailleurs ont de plus sacré : le droit à la santé.

Pour sa part, le Comité régional C.G.T. « mettra tout en œuvre pour défendre et reconquérir la Sécurité sociale et que les services publics soient véritablement au service du public et de la population ».

## La CGT a organisé une journée de solidarité avec les sanctionnés de la S.N.I.A.

Dimanche dernier, les licenciés de la SNIAS ont pu, avec leur famille, passer une agréable journée de détente à l'initiative du syndicat C.G.T. de la SNIAS. Ainsi, après un fraternel repas pris en commun avec les responsables C.G.T. des Union locale, Union départementale, USTM, ils participaient à un après-midi de jeux, sauterie, etc...

De nombreux militants C.G.T. avaient tenu à venir les rejoindre avec leur famille, marquant par là-même leur solidarité.

Certains arrivèrent même plus tard puisque la nuit était tombée, il paraît qu'ils ont fait le tour de la forêt pour trouver la Genestrie.

Bref, une bonne journée de détente où Raymond Olliver a fait des adeptes. Que de trésors cachés au sein de la C.G.T. Ce n'est pas Popaul qui nous contredira.



Chaleureuse et fraternelle ambiance à La Genestrie, autour des licenciés de la SNIAS et de leur famille.

### S. N. I. A. S. : vite, la solidarité financière

Pour faire échec aux prétentions répressives patronales, pour permettre aux travailleurs licenciés de « tenir » financièrement, la solidarité s'organise.

Déjà, à la SNIAS, plus de 4,8 millions de francs ont été recueillis.

De son côté, le P.C.F. appelle aussi à ce que se développe la solidarité de classe. La section de la SNIAS a ouvert un compte :

3063 50 Y Nantes  
C.C.P. Raymond Tessier.  
Préciser : Solidarité SNIAS.

### TRAVAIL DE NUIT, poème à paraître

Nous avons déjà, dans nos colonnes, souligné la qualité des poèmes de Marguerite Cabon-Douvisi. Aujourd'hui, nous publions un extrait d'un de ces poèmes (à paraître) qui illustre la rigueur de l'exploitation capitaliste dans une entreprise de la région nazairienne.

« La presse à injecter, implacable pondeuse  
Enfante sans répit, et son vagin d'acier  
Crache, indifférent à mes mains d'accoucheuse,  
Ses fœtus de plastique au corps raide et léger.

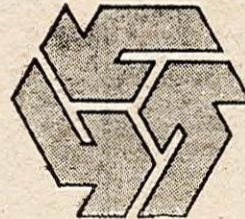
Sournois, le sommeil rampe au creux de mes paupières,  
Et module ses cris en mon cerveau de brume...  
Des mirages danseurs papillonnent... lumières...  
L'ampoule s'obscurcit, s'éteint... et se rallume...

Dans les coins d'ombre crue surgissent des phantasmes ;  
L'atelier est un antre où luisent des terreurs,  
Et mes doigts, fascinés aux dangereux orgasmes  
Du moule de métal, se rétractent de peur.

Fourmi dupe j'enregistre, en pensant au chômage  
De l'hiver à venir, mon salaire de peur,  
Avec mes mains en feu, et mon instinct-courage  
Et je crois philanthrope un patron profiteuse !

Six heures du matin ! la nuit d'été bascule  
Aux carreaux gris et sales en vagues roseurs.  
Vélo brinqueballant, je m'enfuis, somnambule,  
Croisant sur mon chemin les camions d'éboueurs ».

MUNICIPALITES  
COMITES D'ENTREPRISES  
ASSOCIATIONS — CLUBS SPORTIFS



# Bretagne Equipements Collectivités

3, rue Fénélon  
à Lorient

tél. (97) 21.65.71

FOURNITURES  
ÉQUIPEMENTS  
AMÉNAGEMENTS

### CARNET ROSE

Mathilde a la joie de nous annoncer la naissance, le 3 janvier 1980, de sa petite sœur Eléonore, au foyer de nos camarades Christine et Daniel Banderly.

Aux heureux parents, nous adressons toutes nos félicitations. Nos meilleurs vœux à Eléonore et meilleurs souhaits de rétablissement à la maman.

La restructuration des fabrications des moteurs Diesels à Alsthom-Atlantique est une question très sérieuse qui n'échappe pas à l'ensemble des travailleurs de la Mécanique St-Nazaire et Montoir.

Soumise au Comité Central d'Entreprise du 20-12-1979 elle a été à nouveau abordée au Comité d'Entreprise de la Mécanique le 14-1-1980.

Quand les patrons parlent de restructuration, de réorganisation ce sont des mots qui ne laissent rien présager de bon pour les salariés quels qu'ils soient. Ce qui guide toujours l'exploiteur c'est la recherche du profit maximum et immédiat, c'est la raison d'être du système capitaliste.

M. MARAIS A L'ECOLE DE GISCARD

Nous ne suivrons d'ailleurs pas M. Marais, Directeur de la mécanique, qui a parlé, à divers C.E. de « situation déficitaire » et de la nécessité « de revenir à une situation normale qui consiste à vendre sans perte ».

Non ! Alsthom Atlantique se porte très bien : 108 milliards d'AF de profits en 1978 et semble-t-il encore plus en 1979.

« Retrouver une nouvelle prospérité » pour M. Marais si-

## ALSTHOM-ATLANTIQUE

# Sauvons le diesel à Montoir et St-Nazaire

gnifie sans doute en réaliser encore plus sur le dos des travailleurs à qui il refuse (avec A. Roux PDG de la CGE et Schultz PDG d'Alsthom) toute augmentation de salaire ou réduction du temps de travail.

« La situation peut encore être redressée si tous et chacun se sentent concernés et œuvrent à la réussite d'une telle entreprise » a conclu M. Marais au CE du 26-9-1979.

Ainsi, pour le Directeur, les travailleurs sont responsables de cette situation, et pour « reconstruire » ce que le système capitaliste détruit il leur fait appel ! Ça sent le consensus.

L'ouvrier ou l'employé devrait s'entendre avec le milliardaire pour se faire plumer davantage, pour accepter le démantèlement de la Mécanique car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Eh bien NON les salariés ne seront pas dupes.

### LA LIQUIDATION DU DIESEL A MONTOIR ET ST-NAZAIRE SE PRECISE

Après la liquidation du petit diesel à Tarbes c'est celle des PA et PC qui est engagée à la Mécanique. Cela s'inscrit dans la ligne politique du CNPF et du gouvernement, à savoir, liquider des branches entières de l'industrie française.

En octobre 1978 la SEMT (filiale à 99 % d'Alsthom) avait enregistré plus de 2 millions 300 000 ch de commandes.

En octobre 1979 2 millions 500 000 ch de commandes.

Donc progression

Or dans le même temps il y a eu régression des fabrications au sein du groupe Alsthom en particulier à la Mécanique.

C'est donc bien pour une grande part la vente des licences à l'étranger qui a conduit à cette situation et tout cela parce que ça rapporte davantage.

Pour la section du PCF d'Alsthom St-Nazaire il faut avant tout fabriquer français. Les travailleurs de la mécanique ont déjà démontré toutes leurs compétences dans le domaine du diesel; ils veulent continuer.

LES FABRICATIONS DE DIESELS TANT A MONTOIR QU'A SAINT-NAZAIRE DOIVENT ETRE MAINTENUES ET DEVELOPPEES. C'EST POSSIBLE ET NECESSAIRE.

### RE POUR GARANTIR L'EMPLOI ET ALLER VERS DES EMBAUCHES.

Vider l'ex SMPA pour faire soit disant autre chose (dit la direction) n'est-ce une démarche pour mieux faire passer la pillule de liquidation de ce secteur d'activité qu'est le diesel ?

N'y a-t-il pas eu des précédents de ce genre ?

Par exemple : la SEMM et Eaton ; la navale et l'usine de conteneurs à Trignac ; la navale et des wagons pour le métro du Caen.

Les travailleurs nazairiens savent donc, par expérience ce que valent ces promesses.

« Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » « Ne pas lâcher la proie pour l'ombre ».

Marqués du sceau d'une bonne vieille sagesse populaire, ces deux dictons imprègnent fort, aujourd'hui, la démarche des travailleurs d'Alsthom.

## ANCIEN DIRIGEANT DU P.C.F. ET DE LA C.G.T

# LÉON MAUVAIS EST MORT

Avec lui, disparaît l'un des créateurs du mouvement révolutionnaire moderne en France

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF apprend avec une profonde émotion la disparition de notre camarade Léon Mauvais. En même temps qu'un grand dirigeant du PCF, Léon Mauvais fut un des dirigeants les plus prestigieux de la CGT et il fut un des créateurs du mouvement révolutionnaire moderne en France.

Ardent patriote, c'est lui qui, après son éviction du camp de Châteaubriant dirigea le Parti dans la zone sud, pendant la guerre. Et c'est au titre de la résistance qu'il

fut fait Chevalier de la Légion d'Honneur.

Léon Mauvais nous laisse le souvenir de cet homme au grand cœur et de son attachement indéfectible aux idéaux de solidarité, d'unité et de paix si chers aux travailleurs.

Il sera jusqu'à ses derniers jours président de l'Amicale des anciens de Châteaubriant.

Les communistes de Loire-Atlantique qui le rencontrèrent lors des commémorations des fusillades de Châteaubriant conserveront de lui l'image d'un grand dirigeant humain et sensible et d'un militant exceptionnel.

## CONCERT POUR ESTRELLA

Lors de l'inauguration du nouveau Conservatoire de Nantes, les musiciens nantais avaient créé un comité de soutien pour la libération du Miguel Estrella.

Ce pianiste argentin est emprisonné depuis 1977. C'est pour obtenir sa libération que les musiciens nantais organisent un concert pour Estrella au grand Auditorium du Conservatoire National de Région à Beaulieu le lundi 21 janvier à 21 heures. Prix des places : 10 et 20 F.

Nul doute que les lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique seront nombreux à ce concert.

## en bref - en bref - en bref

• 36 licenciements au Froid Industriel York viennent d'être annoncés à l'établissement principal de cette société sur la zone industrielle de Carquefou, qui compte 331 salariés. Celle-ci, qui avait développé, ces dernières années ses productions vers les marchés du Moyen-Orient, se restructure sur le dos des travailleurs, touchant 15 employés, 16 techniciens et 5 cadres. Il est à craindre que si les services techniques et l'encadrement disparaissent, les ateliers de production soient prochainement touchés.

• Plus de 300 ouvriers du Livre ont manifesté, la semaine dernière, à Couëron, aux abords de l'Imprimerie Moderne où 9 licenciements ont été prononcés. Les imprimeurs à l'appel de la CGT et de la CFDT, s'élèvent énergiquement contre les licenciements décidés par la direction de cette entreprise, et contre la situation de fait accompli devant laquelle a été placé le comité d'entreprise, en exigeant l'annulation des mesures prises. Les travailleurs du Livre de la région nantaise se déclarent prêts à poursuivre l'action de

soutien à leurs camarades de l'Imprimerie Moderne.

• Les travailleurs sociaux de la Direction départementale de l'Action Sanitaire et Sociale continuent leur mouvement engagé depuis le 3 décembre dernier en faisant la grève des déplacements pour obtenir la revalorisation de leurs indemnités kilométriques, afin qu'elles soient réglées en fonction de la distance réelle parcourue et non de clocher à clocher.

## Pour une participation réelle des usagers

(Suite de la page 4)

accédants à la propriété) par la cession d'une part. Cette procédure permettrait au représentant mandaté de cette association de siéger en Assemblée générale, voire en Conseil d'administration, avec une voix délibérative.

« Il va de soi, précisèrent sur ce point les élus, que cette mesure ne doit pas faire échec à la vocation majoritaire de la ville. »

— soit l'admission d'un ou plusieurs membres de cette Association au sein du Conseil d'administration avec voix consultatives.

Ainsi, les intéressés, locataires ou accédants à la propriété, chacun pour ce qui les concerne, pourront suivre l'établissement du budget des charges locatives, participer à l'élaboration du programme d'entretien et d'amélioration, disposer d'informations sur la gestion, être associés à l'élaboration du règlement intérieur évoquer et faire régler certains contentieux, etc. Certaines villes comme Pantin, ou sous d'autres formes, Venissieux, Colombes, ont d'ailleurs avancé dans cette voie.

En conclusion, les élus communistes déclarèrent :

« Nous attachons beaucoup d'importance à ce problème, et nous demandons au Conseil municipal de bien vouloir mettre ces propositions à l'étude afin de pouvoir en délibérer très prochainement ».

Suite à cette proposition, le Conseil municipal donna son accord de principe.

Pour leur part, les communistes entendent veiller à ce que cet accord soit suivi d'effet, tout en informant les usagers des suites qui seront données à cette affaire.

## S.P.F.

UNE ANTENNE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS AUX DERVALLIÈRES

Le Comité nantais du Secours populaire français vous informe de la création d'une permanence aux Dervalières, dans le local, rue Antoine-Watteau (bas du bulding) à partir du 7 janvier 1980, les lundis et jeudis, de 17 heures à 19 heures.

Ces permanences ont pour but d'accueillir et d'aider les familles en difficulté et les personnes âgées.

# SOLDÉS

## A DES PRIX STUPEFIANTS

DU 14 JANVIER AU 2 FEVRIER 1980

APRES INVENTAIRE RIEN QUE  
DES MEUBLES DE QUALITÉ VÉRITABLEMENT SOLDÉS

# ALBERT

45-47 rue ALBERT de MUN- SAINT NAZAIRE

63 sanctions à la SNIAS dont 7 travailleurs licenciés. La direction, les Pouvoirs publics n'admettent pas que l'on puisse mettre en échec leur politique anti-sociale et anti-nationale. C'est donc pour l'exemple qu'ils ont pris 7 otages.

Dans leur recherche éfrénée de profits toujours plus importants les grands trusts capitalistes, aidés par le gouvernement, se jettent sur les secteurs les « plus rentables » en délaissant les autres. Il y a ensuite dans ces secteurs dits « rentables », un partage qui se fait entre ces trusts, suivant leur influence et la volonté qu'ils ont de vouloir y réaliser des profits. Brièvement dit, c'est ce qu'on appelle le redéploiement industriel, ce sont les fondements de la crise.

Pour les trusts ce sont les super-profits.

Pour des millions de travailleurs et leur famille, c'est le chômage total ou partiel, ce sont les bas salaires et la compression du pouvoir d'achat ce sont les atteintes aux libertés, etc... c'est aussi la suppression de pans entiers de notre économie nationale, fermetures d'usines, bradage de notre technologie, etc... Des exemples : la navale, la sidérurgie, le charbon, les ordinateurs, l'aéronautique civile, etc...

Mais cette politique est difficile, très difficile à faire passer et pour cause, nous avons en France un grand mouvement ouvrier révolutionnaire, avec un

## S.N.I.A.S. : AVEC EUX !

Par notre solidarité active, par nos luttes, faisons reculer le pouvoir

Parti communiste fort et influent qui combattent cette politique. Il leur faut donc des appuis :

1°) Dans les mass-médias : pour faire admettre aux travailleurs, à toute la population, que la crise est fatale, qu'elle vient de l'extérieur (les pays producteurs de pétrole) et donc, en conséquence de quoi il faut attendre qu'elle passe et pendant ce temps faire les sacrifices qui s'imposent.

Pour dénaturer, quand ils en parlent, la lutte des travailleurs.

2°) Dans le mouvement syndical. Parmi certains représentants d'organisations telles que F.O. ou C.F.T.C. ou C.G.C.

C'est ainsi que sous couvert de la concertation avant tout ils mènent en bateau les travailleurs qu'ils influencent. Les accords qu'ils signent leur servent de piédestal, sous prétexte que s'ils n'étaient pas signés, les « ièmes » obtenus, bien qu'insuffisants, ne l'auraient pas été. Dans les faits, c'est l'avalisation de la baisse du pouvoir d'achat, etc... c'est dire oui à la politique de consensus et d'austérité renforcée, tant prônée par gouvernement et patronat.

Le meilleur « exemple » dans ce sens, Bergeron l'a donné à Nantes le samedi 1<sup>er</sup> décembre, en prenant la défense inconditionnelle, sous prétexte de violence, du patronat et du gouvernement dans la lutte que mènent les travailleurs de la SNIAS et en désignant, sans autres formes ceux qu'il fallait frapper : les communistes.

Ces « syndicalistes » font bien vite l'impasse sur la volonté de lutte des travailleurs qui est bien réelle.

C'est oublier un peu trop vite que par la lutte, dans un grand nombre d'entreprises, il y a eu possibilité de faire reculer les prétentions des directions

et du pouvoir, d'obtenir satisfaction aux revendications.

C'est ce qu'ont fait, c'est ce que font les travailleurs de la S.N.I.A.S. Ils ont réussi à imposer la construction de l'Airbus qui connaît aujourd'hui le succès que l'on sait, ils ont réussi à imposer 300 embauches.

Dans le contexte actuel de chômage, c'est une victoire importante qu'il faut bien mesurer et qui démontre qu'il est possible de faire reculer pouvoir et patronat.

Mais les travailleurs de la SNIAS ont aussi engagé la lutte pour obtenir satisfaction sur les revendications qu'ils ont formulées :



Airbus, cette brillante réalisation que les travailleurs ont réussi à imposer. Image de cette Europe sous domination Allemande, 12 000 embauches sont prévues là-bas. Et en France, le général Mitterrand refuse les recrutements nécessaires.

## ensemble,

## ALSTHOM-ATLANTIQUE

# METTRE EN ÉCHEC LA TENTATIVE DE DÉMANTÈLEMENT

A Alsthom-Atlantique, des agents de maîtrise, des techniciens ont été avisés en ce début d'année par leur chef de bord, chef de groupe, voire ingénieur principal qu'il fallait qu'ils préparent... leurs valises.

En effet l'invitation est pour l'étranger, Abou d'Abbi (émirat du Golfe Persique), Madagascar, l'île Maurice, l'Indonésie... Voilà quelques pays où ces messieurs veulent nous envoyer travailler.

Ainsi la seule perspective que nous offre le patronat nazairien pour 1980 c'est le renoncement à la vie familiale, l'exil vers des pays inconnus.

Dans le même temps une opération habilement montée entre le Chantier Naval et Technip aboutit au départ de l'entreprise de dessinateurs, vidant les bureaux

d'études de leur potentiel humain.

Et pendant ce temps, les dessinateurs qui restent sont occupés dans leur majorité à des travaux de sous-traitance, inintéressants, ne pouvant que les décourager.

Dans les ateliers de pré-fabrication, des traceurs de coque sont invités, eux, à aller travailler... à Dubigeon (où le chômage sévit également). Incohérence ?

Ces quelques aspects de la situation où se trouve le personnel : ingénieurs, techniciens, dessinateurs, sont l'illustration d'une même politique.

**Une politique cohérente et délibérée**

Cette politique sacrifie froidement tout ce qui ne court pas à accumuler des

profits immédiats pour la CGE, grande firme multinationale à base française et qui appliquant la stratégie du redéploiement s'est fixée comme objectif la réduction massive des effectifs de la construction navale.

Ainsi l'impératif de profits, la subordination aux objectifs financiers, détournent les travailleurs intellectuels de l'entreprise du rôle qui est le leur.

Un rôle de recherche, d'innovation, d'élaboration de navires : telle la série des pétroliers de 550 000 tonnes, qui témoigne de la haute technicité et de l'expérience acquise dans cette industrie.

Mais les techniciens, les dessinateurs, les agents de maîtrise acceptent mal les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et de vie ; acceptent mal de voir

leur travail de plus en plus parcellisé, déqualifié, désensibilisé.

Aussi le patronat vise, par une campagne idéologique intense en direction de ces travailleurs, à masquer la véritable nature de la crise de la construction navale, à faire accepter par ces travailleurs la situation que nous connaissons comme une fatalité, vise à les isoler des ouvriers.

**C'est chez nous, en France, que la crise trouve sa source**

Or les dimensions internationales de la crise n'en font en rien une fatalité extérieure : sa source est chez nous, dans la politique d'une classe qui ne peut maintenir son pouvoir qu'en organisant le déclin de la France.

Nous pouvons, par notre attitude, intervenir dans les choix du patronat.

Cela dépend entièrement du rapport des forces.



Luttons pour s'opposer avec succès au déclin giscardien.

Luttons, comme l'ont fait les travailleurs de Belfort pour imposer la technique française des turbo-alternateurs.

Luttons, comme l'ont fait les travailleurs de l'Aérospatiale, pour imposer le succès de l'Airbus.

Oui, aujourd'hui il ne s'agit pas d'attendre les mauvais coups, mais de s'opposer résolument, avec l'ensemble des travailleurs et par des voies spécifiques si cela est nécessaire, à la liquidation du potentiel technique et humain que mène à grand pas le patronat.

- Fin du travail au rendement.
- Augmentation du pouvoir d'achat (+ 160 F).
- 650 embauches.
- Respect des libertés.

C'est la mise en cause directe de la politique de collaboration de classe, n'en déplaise à Giscard-Barre-Ceyrac et Bergeron. C'est la volonté affirmée des travailleurs de ne pas se résigner aux coups portés par les Pouvoirs publics. C'est aussi l'union du plus grand nombre à la base contre cette poignée de dirigeants capitalistes qui voudraient mettre le pays en coupe réglée.

Dans cette union la plus large, tous les travailleurs ont leur place. A la SNIAS des syndiqués F.O. et C.F.T.C. l'ont déjà compris, c'est pourquoi ils luttent eux aussi avec tous les autres.

La direction l'a bien vu, et c'est sur le recul qu'elle n'a pas hésité à sanctionner, qu'elle prétend licencier 7 travailleurs. Ceci afin de faire courber la tête des travailleurs de la SNIAS, mais aussi d'en faire un exemple pour tous ceux qui, comme eux, voudraient lutter. C'est le dictat, elle dit : « Ou vous vous résignez à subir notre politique ou je vous sanctionne ».

Mais si la direction et les Pouvoirs publics veulent faire de la SNIAS un exemple, la lutte des travailleurs de la SNIAS, mais aussi celle des travailleurs d'Alsthom Saint-Nazaire peut être exemplaire. On peut faire reculer pouvoir et patronat TOUS ENSEMBLE, CHACUN SUR SES PROPRES REVENDICATIONS.

D'autres l'ont déjà montré, comme à la SNECMA, chez Dassault, à Alsthom Belfort ou à Usinor Denain.

Les travailleurs de la SNIAS ont besoin de votre soutien, de votre solidarité. La meilleure façon d'être efficace c'est d'être avec eux dans la lutte pour dire :

IMPOSONS l'augmentation de nos salaires.

IMPOSONS la satisfaction de nos revendications.

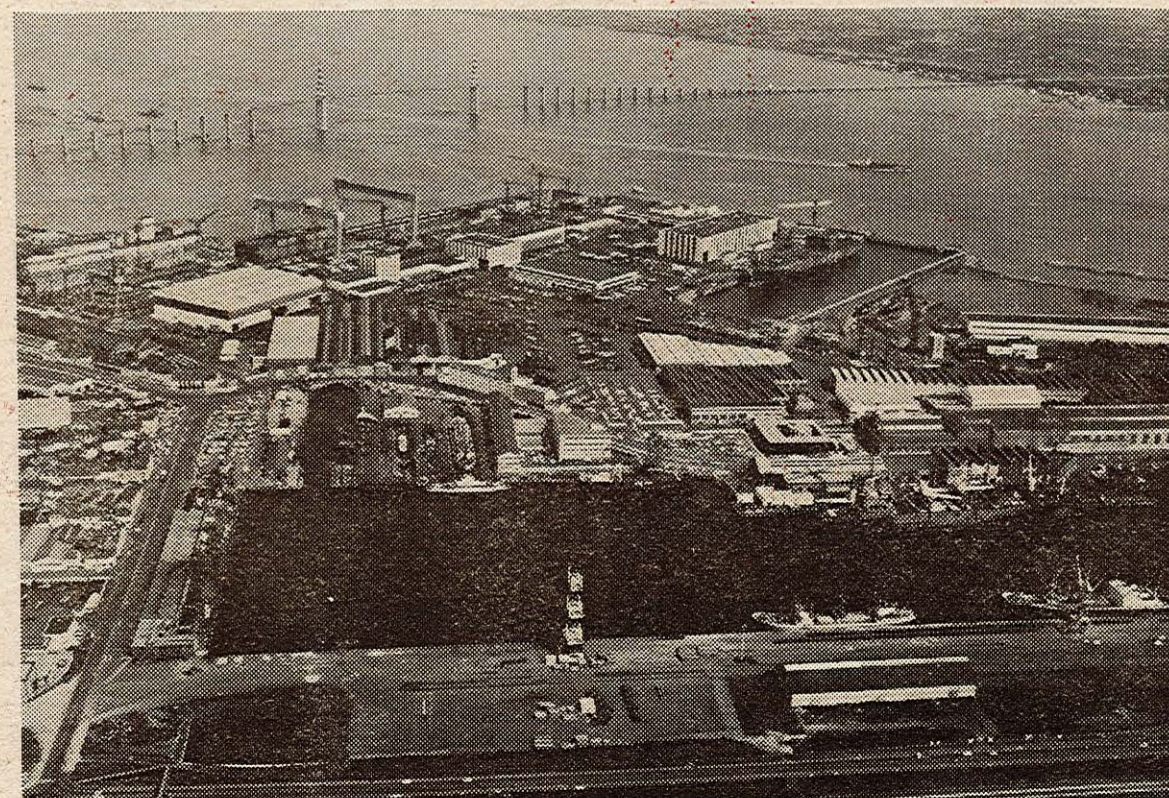
IMPOSONS la levée des sanctions.

Alain BINET,  
Secrétaire de la section  
de la SNIAS St-Nazaire  
du P.C.F.

Directeur de la publication  
Maurice ROCHER  
46 rue Fouré - NANTES

Imprimerie Commerciale  
32, bd Laënnec - RENNES  
C.P.P.P. n° 32 987

Composé et imprimé  
par une équipe d'ouvriers syndiqués



Non ! Les travailleurs d'Alsthom-Atlantique, la population nazairienne ne laisseront pas pouvoir et patronat démanteler un tel outil de travail jeter les salariés à la rue au nom du redéploiement et du profit.